

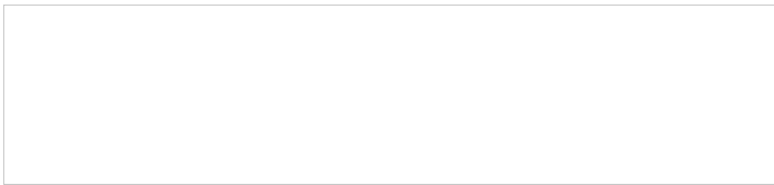
Comment pourrait-on sauver l'industrie française avec les entreprises les plus chargées de l'OCDE

Avec un taux d'imposition équivalent au niveau allemand, nos entreprises disposeraient chaque année de 160 milliards d'euros supplémentaires pour investir et innover.

Avec Jean-Luc
Schaffhauser

Monsieur Varin, avec votre rémunération annuelle de 3.25 millions d'euros [chiffre pour 2010; en 2011 Philippe Varin a renoncé à la part variable de sa rémunération, NDLR] en tant que dirigeant du groupe PSA Peugeot Citroën, vous pourriez au moins mieux communiquer sur les problèmes des entreprises françaises.

Monsieur Varin met en avant l'argument du coût du travail dans l'industrie. Il a sans doute raison. Parmi nos partenaires européens, le coût du travail français est légèrement supérieur. Il est aussi supérieur au coût du travail dans l'industrie aux Etats-Unis et évidemment dans un rapport de 1 à 10 par rapport à la Chine.

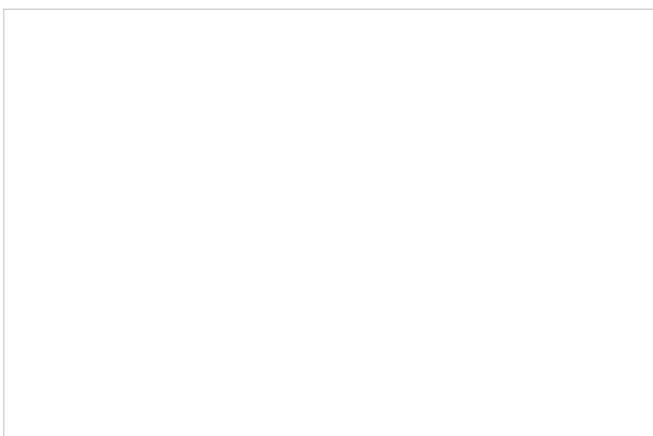


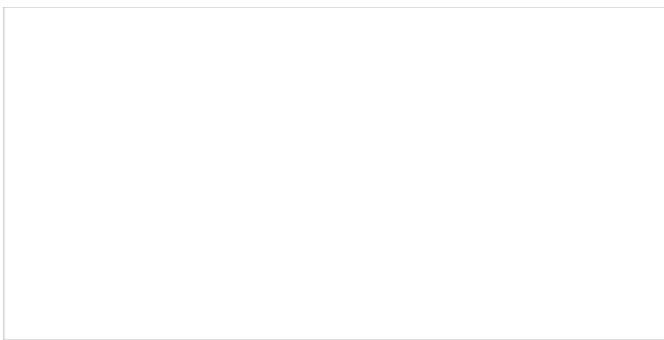
Cliquer sur le graphique pour agrandir

Mais c'est notre taux d'imposition global sur les entreprises qui est le plus fort de tous les pays de l'OCDE.

Nous devons financer un système social très avantageux si on le compare aux dépenses sociales de nos partenaires européens et qui pèse essentiellement sur le coût du travail. Par ailleurs, se rajoutent à ce coût pour l'entreprise les multiples taxes diverses (logement, transport, dépendance, environnement etc...) qui tiennent au génie français.

Globalement, les entreprises françaises sont les entreprises les plus chargées au monde.





Source : *Statistiques des recettes publiques 1965 - 2008, OCDE, édition 2009*

Cliquer sur les graphiques pour agrandir

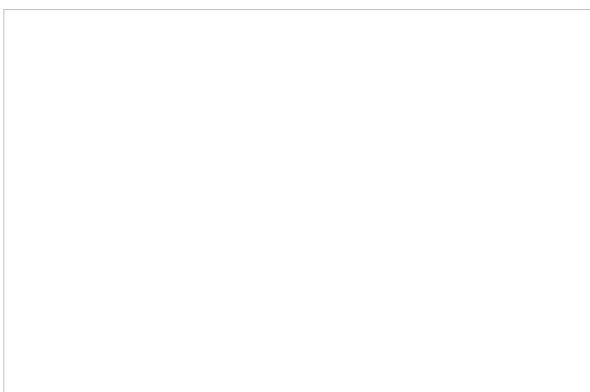
Les entreprises allemandes sont ainsi moins chargées de 8% de PIB que les entreprises françaises; ce qui veut dire que chaque année les entreprises françaises, au taux d'imposition allemand, auraient 160 milliards de plus pour investir, innover, monter en gamme particulièrement dans l'automobile ou dans d'autres secteurs industriels.

Les subventions publiques qui créent le plus souvent des effets d'aubaine ou les interventions publiques en capital développement – via le FSI ou via les milliards d'une future banque d'investissement – sont certes nécessaires mais elles sont bien incapables de remédier à cette situation de surtaxation généralisée. Les montants des aides diverses seront inférieurs à ce qui est laissé aux entreprises dans les autres pays et toute subvention met l'Etat à la place de l'entrepreneur ; il ne sait pas forcément mieux que l'entrepreneur ce qu'il faut faire... ainsi nos crédits recherche ont servi à délocaliser la recherche en Chine avec des subventions bien françaises....

Pourtant il est possible d'alléger le coût du travail. Avec une TVA à la danoise à 25%, mais aussi avec des recettes nouvelles de 15 milliards correspondant à la suppression de niches fiscales dénoncées périodiquement, on est en mesure de financer une augmentation de 4% de tous les salaires (pour un montant de 25 milliards) tout en diminuant les charges des entreprises de 25 milliards également. Il serait évidemment possible, avec ce dispositif, d'augmenter bien plus les salaires de 1 à 3 smic.

Il faudra alors que face à la nouvelle demande, il y ait une offre compétitive de produits français, ce qui est possible avec le souhait du consommateur français d'acheter d'abord français. Nous avons déjà en effet le déficit de la balance commerciale le plus élevé de la zone euro, il ne s'agit pas, en effet, de l'augmenter par des achats étrangers.

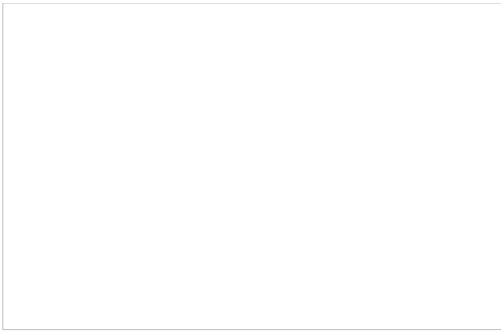
On peut certes aussi transférer une partie du coût du travail vers la CSG qui pèse sur tous les revenus – mais c'est sans doute moins juste - et il faudra sans doute la TVA et la CSG si on veut retrouver notre compétitivité par rapport à nos voisins européens.



Cliquer sur le graphique pour agrandir

Restera le problème de la perte des emplois manufacturiers dans tous les pays industrialisés – y compris en Allemagne – par rapport aux pays émergents.

Sans une forme de protection à nos frontières, uniquement conçue pour rétablir une concurrence loyale, peut-on maintenir nos emplois industriels ? Poser la question, c'est déjà y répondre !



Cliquer sur le graphique pour agrandir



